

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F. 94 — 2500

[C — 27507]

**18 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adaptation des subventions de fonctionnement et de personnel doit être effectuée d'urgence afin d'assurer la subsistance des institutions agréées;

Considérant que les mesures de transition prévues aux articles 52 à 56 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 précité, ainsi que les normes de rémunération applicables au personnel des institutions subventionnées doivent être adaptées immédiatement;

Considérant que la liquidation des subventions pour frais de personnel éducatif de l'année 1994 dans les institutions agréées qui accueillent des personnes placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, postule la fixation immédiate du coefficient d'attribution y relatif;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1er.** Les montants fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution, de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, et figurant dans son dispositif, sont adaptés comme suit :

1° Montants de subvention fixés par l'article 36, § 2, 4e alinéa :

— ajouter 62 962 F au montant prévu pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;

— ajouter 53 721 F au montant prévu pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60;

— ajouter 42 359 F au montant prévu pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;

— ajouter 35 012 F au montant prévu pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60.

2° Montants de rémunération fixés par l'article 36, § 3, et l'article 43bis :

— ajouter 12 028 F au montant prévu pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial;

— ajouter 11 831 F au montant prévu pour les éducateurs classes I, II A et chefs éducateurs;

— ajouter 13 000 F au montant prévu pour les éducateurs classes II B, III, puéricultrices et assimilés;

— ajouter 11 982 F au montant prévu pour les chefs de groupe;

— ajouter 18 240 F au montant prévu à l'article 43bis.

Ces montants doivent être multipliés par une fraction dont le numérateur est 128,6704 et le dénominateur est 100.

3° Montants de subvention de fonctionnement et de part contributive fixés à l'annexe VIII; ces montants doivent être multipliés :

a) en ce qui concerne la subvention de fonctionnement :

— par une fraction dont le numérateur est 117,18 et le dénominateur est 100;

b) en ce qui concerne la part contributive :

— par une fraction dont le numérateur est 117,17 et le dénominateur est 100.

4° Montants de subvention de fonctionnement destinés aux autres frais que ceux de personnel fixés par l'article 36, § 2, 2e alinéa :

— ces montants doivent être multipliés par une fraction dont le numérateur est 119,5198 et le dénominateur est 100.

5° Autres montants de subvention (article 37, § 1er, article 38, § 1er à § 3, article 43, article 45) : ceux-ci doivent être multipliés :

— par une fraction dont le numérateur est 119,51 et le dénominateur est 100.

**Art. 2.** Dans l'article 50bis du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Pour l'année 1994, les coefficients d'attribution de la subvention pour frais de personnel éducatif sont ceux établis pour l'année 1993.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le coefficient est porté à 82 % à l'égard des hommes travailleurs et non-travailleurs adultes qui s'engagent à effectuer en 1994 une embauche nette de personnel éducatif qui atteint au moins 5 % de l'effectif occupé au 31 décembre 1993."

**Art. 3.** L'article 54, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 54. § 1er. L'enveloppe attribuée en 1994 est fixée à 102,41 % de l'enveloppe attribuée en 1993.

Toutefois :

1° les institutions qui peuvent prétendre pour 1994 à une enveloppe théorique supérieure à celle attribuée en 1993 augmentée dans la proportion mentionnée au premier alinéa, voient leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1994.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les semi-internats pour jeunes scolarisables et les semi-internats pour jeunes scolarisables et non-scolarisables, voient leur enveloppe limitée au montant de la subvention attribuée en 1993 augmentée dans la proportion mentionnée; dans le cas des semi-internats pour jeunes scolarisables et non-scolarisables, ces institutions voient néanmoins leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1994 proportionnellement à l'occupation moyenne des jeunes non-scolarisés;

2° les institutions qui ne peuvent prétendre pour 1994, qu'à une enveloppe inférieure ou égale à celle attribuée en 1993 augmentée dans la proportion mentionnée ci-dessus, voient leur enveloppe fixée au montant de la subvention attribuée en 1993 augmentée dans cette proportion, et pour autant que l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté ne soit pas inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1993;

3° les institutions dont l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté est inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1993 voient leur enveloppe fixée à 90 % au moins de l'enveloppe attribuée en 1993.

En aucun cas la part de l'enveloppe attribuée qui est destinée à couvrir les frais de personnel éducatif ne peut être supérieure à celle qui résultera du calcul opéré sans application des coefficients dont question à l'article 50bis."

**Art. 4.** L'article 54, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 54. § 2. Le nombre 60 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement se différencie est pour 1994 fixé par rapport à l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté."

**Art. 5.** L'article 55, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 55. § 3. Les prestations effectives des médecins sont prises en considération en 1994 dans les limites des subventions octroyées en leur faveur en 1986."

**Art. 6.** L'article 55bis est complété par la disposition suivante :

"Article 55bis. e) pour l'année 1994. Les conditions sont identiques à celles prévues pour l'année 1993."

**Art. 7.** L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 56. Tant que les dispositions relatives à la détermination de l'enveloppe applicable pour 1995 n'ont pas été fixées, les avances mensuelles payées en vertu de l'article 36, § 4, seront liquidées, à partir du 1er janvier 1995, sur base de l'enveloppe attribuée en 1994."

**Art. 8.** Au chapitre Ier, I, § 2, point 1, de l'annexe I du même arrêté, les montants repris sont remplacés comme suit :

— le montant de 20 200 est remplacé par celui de 22 524;

— le montant de 1 684 est remplacé par 1 877.

**Art. 9.** Les échelles de traitement reprises à l'annexe V du même arrêté sont remplacées, à partir du 1er novembre 1993, par les échelles de traitement figurant en annexe au présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1er, de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994, à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur le 1er novembre 1993.

Namur, le 18 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2500

[C — 27507]

**18 JULI 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten**

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het decreet van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, en bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 1994;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 18 juli 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkings- en personeelssubsidies dringend moeten worden aangepast om de erkende instellingen te kunnen subsidiëren;

Overwegende dat de overgangsbepalingen, bedoeld in de artikelen 52 tot 56 van voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, alsmede de bezoldigingsnormen van toepassing op het personeel van de gesubsidieerde instellingen onmiddellijk moeten worden aangepast;

Overwegende dat de toekenningscoëfficiënt onmiddellijk moet worden vastgelegd voor de uitbetaling van de subsidies voor de kosten van het jaar 1994 m.b.t. het opvoedend personeel in de erkende instellingen die personen ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten ontvangen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** De bedragen vastgelegd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 novéember 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, en bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 in vermeld in haar bepalend gedeelte, worden aangepast als volgt :

1° Subsidiebedragen bedoeld in artikel 36, § 2, vierde lid :

— 62 962 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor internaten en tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage wordt toegekend, lager dan of gelijk is aan 60;

— 53 721 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor internaten en tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage wordt toegekend, lager dan of gelijk is aan 60;

— 42 359 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor semi-internaten en dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage wordt toegekend, lager dan of gelijk is aan 60;

— 35 012 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor semi-internaten en dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage wordt toegekend, lager dan of gelijk is aan 60.

2° Bezoldigingsbedragen bedoeld in artikel 36, § 3, en artikel 43bis :

— 12 028 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor psychologen, paramedisch en bijzonder personeel;

— 11 831 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor opvoeders klassen I en II A en hoofdopvoeders;

— 13 000 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor opvoeders klassen II B en III, kinderverzorgsters en ermeegelijkgesteld personeel;

— 11 982 F toevoegen aan het bedrag bestemd voor groepschefs;

— 18 240 F toevoegen aan het in artikel 43bis bedoelde bedrag.

Deze bedragen moeten worden vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller 128,6704 en de noemer 100 is.

3° Bedragen van de werkingssubsidie en de bijdrage bedoeld in bijlage VIII; deze bedragen moeten worden vermenigvuldigd :

a) wat de werkingssubsidie betreft :

— met een breuk waarvan de teller 117,18 en de noemer 100 is;

b) wat de bijdrage betreft :

— met een breuk waarvan de teller 117,17 en de noemer 100 is.

4° Bedragen van de werkingssubsidie bedoeld voor andere kosten dan de personeelskosten bedoeld in artikel 36, § 2, tweede lid:

- deze bedragen moeten worden vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller 119,5198 en de noemer 100 is.
- 5° Andere subsidiebedragen (artikel 37, § 1, artikel 38, § 1 tot § 3, artikel 43, artikel 45):
- deze bedragen moeten worden vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller 119,51 en de noemer 100 is.

**Art. 2.** In artikel 50bis van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling:

"Voor 1994 zijn de toekenningscoëfficiënten van de subsidie voor kosten van opvoedend personeel degenen die zijn vastgesteld voor 1993.

In afwijking van het vorige lid wordt de coëfficiënt op 82 % gebracht voor tehuizen voor niet-werkende volwassenen die zich ertoe verbinden in 1994 een percentage opvoedend personeel tewerk te stellen dat gelijk is aan minstens 5 % van het op 31 december 1993 tewerkgestelde personeelsbestand."

**Art. 3.** Artikel 54, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 54. § 1. De in 1994 toegekende enveloppe wordt vastgesteld op 102,41 % van de in 1993 toegekende enveloppe.

Maar:

1° de enveloppe van de instellingen die voor 1994 aanspraak maken op een enveloppe die theoretisch hoger is dan die van 1993 en vermeerderd is in de mate bedoeld in het eerste lid, wordt vastgesteld op het bedrag waarop ze voor 1994 aanspraak kunnen maken.

In afwijking van het vorige lid wordt de enveloppe voor semi-internaten voor schoolgaande jongeren en semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren beperkt tot het bedrag van de in 1993 toegekende subsidie die in voornoemde verhouding wordt vermeerderd. De enveloppe voor semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren wordt echter beperkt tot het bedrag waarop ze voor 1994 in evenredigheid met de gemiddelde bezetting van niet-schoolgaande jongeren aanspraak kunnen maken;

2° de enveloppe van de instellingen die voor 1994 slechts aanspraak kunnen maken op een enveloppe die kleiner dan of gelijk is aan die toegekend in 1993 en in de bovenvermelde verhouding wordt vermeerderd, wordt vastgesteld op het bedrag van de subsidie toegekend in 1993 en in die verhouding vermeerderd, op voorwaarde dat de in artikel 35 van dit besluit bedoelde gemiddelde bezetting niet kleiner is dan 90 % van de in 1993 gesubsidieerde capaciteit;

3° de enveloppe van de instellingen waarvan de in artikel 35 van dit besluit bedoelde gemiddelde bezetting kleiner is dan 90 % van de in 1993 gesubsidieerde capaciteit wordt vastgesteld op minstens 90 % van de in 1993 toegekende enveloppe.

Het deel van de toegekende enveloppe dat bestemd is om de kosten van het opvoedend personeel te dekken, mag in geen geval groter zijn dan het deel dat zou resulteren uit de berekening gemaakt zonder toepassing van de coëfficiënten waarvan sprake in artikel 50bis."

**Art. 4.** Artikel 54, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 54. § 2. Het aantal 60 vanaf hetwelke het bedrag van de werkingssubsidie verschilt, wordt voor 1994 in verhouding tot de gemiddelde bezetting vastgelegd, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit."

**Art. 5.** Artikel 55, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 55. § 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren worden voor 1994 in aanmerking genomen binnen de perken van de subsidies die hen in 1986 werden toegekend."

**Art. 6.** Artikel 55bis wordt aangevuld met de volgende bepaling:

"Artikel 55bis. e) voor het jaar 1994. De voorwaarden zijn dezelfde als die van 1993."

**Art. 7.** Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 56. Zolang de beschikkingen voor de vastlegging van de in 1995 toe te passen enveloppe niet bepaald zijn, zullen de krachtens artikel 36, § 4, te verlenen maandelijkse voorschotten vanaf 1 januari 1995 worden uitbetaald op basis van de in 1994 toegekende enveloppe."

**Art. 8.** De bedragen vermeld in hoofdstuk I, § 2, punt 1, van bijlage I bij hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

- het bedrag 20 200 wordt vervangen door het bedrag 22 524;
- het bedrag 1 684 wordt vervangen door het bedrag 1 877.

**Art. 9.** De in bijlage V bij hetzelfde besluit vermelde weddeschalen worden vanaf 1 november 1993 door de in bijlage bij dit besluit vermelde weddeschalen vervangen.

**Art. 10.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994, met uitzondering van artikel 9 dat op 1 november 1993 van kracht wordt.

Namen, 18 juli 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## WEDDESGAAL FONDS 81 - NOVEMBER 1993 — BAREMES FONDS 81 - NOVEMBRE 1993

Functie nr — N° de fonction	1	2	3	4	5	6	7	8
Tussentijds verhogen	3/1 x 4 512 10/2 x 2 323	3/1 x 4 512 5/2 x 2 323	3/1 x 6 479 2/2 x 4 577	3/1 x 5 595 5/2 x 7 775	3/1 x 5 595 5/2 x 7 775	3/1 x 6 479 7/2 x 6 161	3/1 x 5 595 7/2 x 6 161	3/1 x 5 595 2/2 x 7 775
—	2/2 x 4 988	1/2 x 5 534 6/2 x 6 161	10/2 x 6 161 2/2 x 16 749	6/2 x 10 655 2/2 x 16 749	6/2 x 10 655 2/2 x 11 424	1/2 x 10 054 2/2 x 14 217	5/2 x 7 001 8/2 x 14 217	1/1 x 54 031 18/1 x 7 124
Augmentations intercalaires								
00	488 628	488 628	492 791	504 990	504 990	508 573	504 990	504 990
01	493 140	493 140	499 270	510 585	510 585	515 052	510 585	510 585
02	497 652	497 652	505 749	516 180	516 180	521 531	516 180	516 180
03	502 164	502 164	512 228	521 775	521 775	528 010	521 775	521 775
04	502 164	502 164	512 228	521 775	521 775	528 010	521 775	521 775
05	504 487	504 487	516 805	529 550	529 550	534 171	529 550	529 550
06	504 487	504 487	516 805	529 550	529 550	534 171	529 550	529 550
07	506 810	506 810	521 382	537 325	537 325	540 332	537 325	537 325
08	506 810	506 810	521 382	537 325	537 325	540 332	537 325	537 325
09	509 133	509 133	527 543	545 100	545 100	547 379	546 493	591 356
10	509 133	509 133	527 543	545 100	545 100	547 379	546 493	596 699
11	511 456	511 456	533 704	552 875	552 875	552 654	602 042	602 042
12	511 456	511 456	533 704	552 875	552 875	558 803	552 654	609 166
13	513 779	513 779	539 865	560 650	560 650	570 227	558 815	616 290
14	513 779	513 779	539 865	560 650	560 650	570 227	558 815	623 414
15	516 102	519 313	546 026	571 305	571 305	584 444	564 976	630 538
16	516 102	519 313	546 026	571 305	571 305	584 444	564 976	637 662
17	518 425	525 474	552 187	581 960	581 960	585 139	571 137	644 786
18	518 425	525 474	552 187	581 960	581 960	585 139	571 137	651 910
19	520 748	531 635	558 348	592 615	592 615	612 878	578 138	680 406
20	520 748	531 635	558 348	592 615	592 615	612 878	578 138	687 530
21	523 071	537 796	564 509	603 270	603 270	627 095	585 139	708 902
22	523 071	537 796	564 509	603 270	603 270	627 095	585 139	606 142
23	525 394	543 957	570 670	613 925	613 925	641 312	592 140	716 026
24	525 394	543 957	570 670	613 925	613 925	641 312	592 140	694 654
25	530 382	550 118	576 831	624 580	624 580	655 529	599 141	701 778
26	530 382	550 118	576 831	624 580	624 580	655 529	599 141	708 902
27	535 370	556 279	585 992	641 329	641 329	669 746	606 142	723 150
28	—	—	—	641 329	641 329	669 746	—	—
29	—	—	—	658 078	658 078	683 963	—	730 274

Functie nr.	9	10	11	12	13	14	15	16
N° de fonction	—	—	—	—	—	—	—	—
Tussenlijse verhogingen	3/1 x 10 689 2/2 x 10 303 7/2 x 6 161 5/2 x 7 001	3/1 X 6 479 7/2 x 6 161 7/2 x 24 933 1/2 x 24 934 3/2 x 24 933	3/1 X 10 688 1/2 x 10 688 12/2 x 14 246 1/2 x 24 934 4/2 x 24 933	3/1 X 10 689 2/2 x 10 303 6/2 x 24 933 1/2 x 24 933 4/2 x 24 933	3/1 X 8 905 4/2 x 10 688 8/2 x 14 246 1/2 x 91 996 10/2 x 21 372	3/1 X 10 689 1/2 x 10 689 1/2 x 14 246 1/2 x 28 493 9/2 x 24 933	3/1 X 10 689 1/2 x 10 689 1/2 x 14 246 2/2 x 28 493 1/1 x 21 372	3/1 X 12 464 2/2 x 21 372 1/2 x 10 293 3/2 x 21 372 1/1 x 73 610 5/2 x 21 372
Augmentations intercalaires	—	—	—	—	—	—	—	—
00	513 753	524 601	520 115	531 561	541 487	573 342	591 351	621 032
01	524 442	531 080	530 803	542 250	550 392	584 231	602 040	633 496
02	535 131	537 559	541 491	552 939	559 297	594 920	612 729	645 960
03	545 820	544 038	552 179	563 628	568 202	605 609	623 418	658 424
04	545 820	544 038	552 179	563 628	568 202	605 609	623 418	658 424
05	556 123	550 199	562 867	573 931	578 890	616 298	634 107	679 796
06	556 123	550 199	562 867	573 931	578 890	616 298	634 107	679 796
07	566 426	556 360	577 113	584 234	589 578	630 544	648 353	701 168
08	566 426	556 360	577 113	584 234	589 578	630 544	648 353	701 168
09	591 359	562 521	591 359	609 167	600 266	722 540	676 846	804 461
10	591 359	562 521	591 359	609 167	600 266	722 540	676 846	804 461
11	616 292	568 682	605 605	634 100	610 954	743 912	705 339	825 833
12	616 292	568 682	605 605	634 100	610 954	743 912	705 339	825 833
13	641 225	574 843	619 851	659 033	625 200	765 284	730 272	847 205
14	641 225	574 843	619 851	659 033	625 200	765 284	730 272	847 205
15	666 158	581 004	634 097	683 966	639 446	786 656	755 205	868 577
16	666 158	581 004	634 097	683 966	639 446	786 656	755 205	868 577
17	691 091	587 165	648 343	708 899	653 692	808 028	780 138	889 949
18	691 091	587 165	648 343	708 899	653 692	808 028	780 138	863 559
19	716 224	594 166	662 589	733 832	667 938	829 400	805 071	984 931
20	716 024	594 166	662 589	733 832	667 938	829 400	805 071	984 931
21	740 957	601 167	676 835	758 766	682 184	850 772	830 004	1 006 303
22	740 957	601 167	676 835	758 766	682 184	850 772	830 004	1 006 303
23	765 891	698 168	691 081	783 699	696 430	872 144	854 937	1 027 675
24	765 891	698 168	691 081	783 699	696 430	872 144	854 937	1 027 675
25	790 824	615 169	705 327	808 632	710 676	893 516	879 870	1 049 047
26	790 824	615 169	705 327	808 632	710 676	893 516	879 870	1 049 047
27	815 757	622 170	719 573	833 565	724 922	914 888	904 803	1 070 419
28	815 757	—	719 573	833 565	724 922	914 888	904 803	—
29	840 690	733 819	—	838 498	749 855	936 260	929 736	—

